Allemagne : scandale à l'Office des migrations, le droit d'asile accordé à plus de 3 000 migrants non-éligibles, un système organisé avec la complicité d'avocats pro-migrants (MàJ : limogeage de la directrice)

15/06/2018 à 20h52

15/06/18

Le ministre allemand de l'Intérieur allemand, Horst Seehofer, a limogé la directrice de l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF), où ont été recensées un grand nombre d'irrégularités, a annoncé aujourd'hui un porte-parole.

La décision de Horst Seehofer, chef des conservateurs bavarois de l'Union chrétienne-sociale (CSU), intervient en plein différend entre la CSU et l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel sur les questions migratoires, qui laisse poindre une crise au sein de la coalition gouvernementale au pouvoir depuis seulement trois mois.

Seehofer est partisan d'une ligne dure sur les questions migratoires, à quelques mois d'une élection régionale en Bavière, et a estimé que l'Allemagne devait s'allier avec l'Autriche et l'Italie sur les politiques à mener en matière de migration et de sécurité. […]

Le Figaro

18/05/18

Des pratiques organisées ont-elles permis à des demandeurs d'asile d'obtenir une réponse positive à leurs dossiers avec la complicité des autorités compétentes ? Que savaient les responsables politiques à Berlin et ont-ils tardé à réagir ? Ces questions suscitent un débat en Allemagne après des révélations sur les pratiques de l'office des migrations de Brême.

« Des pratiques scandaleuses et incroyables ». Le secrétaire d'Etat du ministère de l'Intérieur n'a pas mâché ses mots jeudi matin.

La nouvelle responsable de l'office des migrations à Brême, qui a rendu l'affaire publique, affirme avoir prévenu Berlin fin février un rapport de 100 pages expliquant comment cette administration avait ces dernières années accordé le droit d'asile à plus de 3 000 demandeurs alors que les dossiers ne devaient pas le permettre. Un système organisé avec la complicité d'avocats défendant des réfugiés aurait été mis en place. Fin mars, la nouvelle directrice Josefa Schmid affirme avoir envoyé un SMS sur le portable du ministre de l'Intérieur.

(…) RFI